

# le combat syndical

Redaction  
Rue Brederode 2, 1000 Bruxelles



ORGANE DU SYNDICAT LIBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

SECTEUR PUBLIC DE LA C.G.S.L.B.

**ENSEIGNEMENT**

***Nous avons rencontré  
Monsieur Louis Michel Président du P.R.L.***

**L'APPRENTISSAGE DE LA LIBERTE:  
UN DEFI, UNE EXIGENCE, UNE PROMESSE...**



# Le S.L.F.P. colmate des brèches à la Bibliothèque royale Albert 1er

GOORDEN B.

*Le grand public ne connaît de notre Bibliothèque nationale que les salles de lecture générales, partie émergée de l'iceberg. Mécontents de la qualité des services qui leur étaient rendus, des lecteurs occupent ces locaux en mars 1986.*

Alertés par cet état de choses, les principaux responsables de la gestion du service public, en l'occurrence les Ministres de l'Education Nationale, font parvenir au chef de l'établissement le 13 mai 1986 une note (A7/72/1528) voulant restaurer l'efficacité de ces mêmes salles de lecture générales et, pour ce faire, réclament notamment le respect par les membres du personnel de prestations horaires strictes. Devant ce raidissement des positions où, alternativement, les lecteurs et des membres du personnel étaient pris en otage, le S.L.F.P. ne pouvait pas rester indifférent.

Pour bien comprendre le malentendu, il faut savoir que les problèmes sont probablement ceux qui se posent à la plupart des établissements scientifiques et autres vénérables institutions. La structure ne s'est pas adaptée à la vie moderne, notamment au niveau de l'extension de cadre. Les universitaires, appelés les «scientifiques» par le personnel «technique», ont parfois perdu de vue leur mission de «cadres», oubliant qu'elle consiste à **encadrer** leur personnel, c. à d. être disponible pour le soutenir et le motiver. Par ailleurs, il faut savoir qu'à la Bibliothèque royale Albert 1er en particulier, l'essentiel des livres se répartit dans une tour d'une quinzaine d'étages sur des kilomètres de rayonnages et que, à la fin des années '70, les conditions de travail des préposés pouvaient encore se comparer, en exagérant à peine, à celles de mineurs à la fin du dix-neuvième siècle, tant elles étaient insalubres. Quand l'on ajoute que des milliers d'abonnements de périodiques, supprimés au cours des vingt dernières années, continuaient à être demandés par les lecteurs puisque l'information ne leur était pas signalée avant commande, ces agents passaient le plus clair de leur temps à courir dans leur magasin pour y chercher des livres qui n'y étaient plus.

Si l'on voulait méchamment caricaturer, l'on pourrait dire que le personnel scientifique battait la cadence, tout en jouant du fouet et ne voyant pas que le navire faisait eau de toutes parts, et que les membres du personnel technique ramaient aveuglément, en faisant contre mauvaise fortune bon cœur et en assumant avec un intérêt décroissant leur rôle de galériens.

S'il est indubitable que des changements sont intervenus depuis dix ans, le S.L.F.P. se devait de monter aux barricades pour mettre fin à ce dialogue de sourds et dissiper les malentendus, tout en contribuant à l'amélioration des conditions de travail de tout le personnel.

Ce fut fait en juin 1986. Jouant les bons offices, le S.L.F.P. négocie tacitement avec les deux autres organisations syndicales, une paix sociale en demandant un feu vert pour appliquer des solutions inédites.

Le S.L.F.P. fait parvenir aux pouvoirs de décision des «suggestions pour une amélioration du service public à la Bibliothèque royale Albert 1er.»

Dès lors, grâce à la mobilisation de toutes les bonnes volontés, il passe à la phase pratique. En mettant à contribution l'informatique, le S.L.F.P. s'efforce d'améliorer les conditions de travail de tout le personnel des salles de lecture générales et la qualité du service à rendre aux lecteurs, surtout en matière de périodiques, constituant quelque 50 % des demandes.

Puisque le service public ne disposait pas d'assez de personnel, c'était une raison supplémentaire de ne pas lui faire effectuer du travail inutile, en lui permettant de concentrer son énergie sur l'essentiel. Le S.L.F.P. a concrètement développé :

— un outil, accessible notamment sur support papier dans toutes les salles de lecture de la Bibliothèque royale Albert 1er, recentralisant l'état des collections de plus de 35.000 périodiques (principalement technico-industriels et bio-médicaux), classés alphabétiquement, avec leur localisation dans plus de 300 bibliothèques belges, alors qu'il fallait auparavant consulter une vingtaine de répertoires ;

suite en page 10



## suite de la page 9

— des listages topographiques, à la disposition des préposés des étages correspondant aux titres les plus demandés ;

— un système permettant d'accélérer le circuit de la reliure ;

— une solution aux problèmes de coordination entre services «d'intendance» et de «première ligne».

Cet apport a contribué à l'amélioration évidente du service public depuis un an et permet à la Bibliothèque royale Albert 1<sup>er</sup> de résorber enfin le retard qu'elle comptait sur les autres bibliothèques nationales.

Voilà pour ce qui a déjà été fait. L'action du S.L.F.P. ne s'arrête pas en si bon chemin.

D'une part, le S.L.F.P. soutient **INCONDITIONNELLEMENT** les «propositions motivées d'extension du cadre du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service de la Bibliothèque royale» (**QUARANTE HUIT** fonctions essentielles), soumises au Comité de concertation de base, en date du 23 septembre 1987.

D'autre part, le S.L.F.P. a fait des «Suggestions pour mener à bien l'automatisation des **collections générales** de la Bibliothèque royale Albert 1<sup>er</sup>». Il s'agit concrètement de contribuer à la modernisation d'un service public digne de la principale bibliothèque du pays en faisant

en sorte que soient enfin encodées les informations relatives aux centaines de milliers d'ouvrages déjà présents en rayonnages. Pour ce faire, en résumé, le S.L.F.P. propose de placer un terminal sur chacun des quinze étages concernés, aménagés dans l'entrefaite, et d'engager deux personnes pour chacun de ces terminaux, soit **TRENTE** agents, en supplément des 48 du document cité supra, puisqu'il s'agit d'une nouvelle tâche. Il faut souligner que Monsieur Duquesne Antoine, Ministre de l'Education Nationale et gestionnaire dont la compétence est unanimement reconnue, a fait l'honneur de qualifier le document rédigé par le S.L.F.P. de «fort bien fait».

Le S.L.F.P. est donc formel, et il en veut pour preuve l'exemple de la bibliothèque la plus importante du pays: la documentation est un secteur où l'on pourrait créer des centaines si pas des milliers d'emplois dans les mois et les années à venir. Il serait nihiliste de considérer que l'informatique ne contribue pas à la création d'emplois dans ce domaine.

Le S.L.F.P. invite donc ses affiliés à s'initier aux techniques informatiques (surtout gestion de fichiers et traitement de textes) pour être déjà recyclés ou avoir cette corde supplémentaire à leur arc dès que l'on fera appel à cette nouvelle main-d'œuvre qualifiée.

**L'INFORMATIQUE CREE DES EMPLOIS!!! LE S.L.F.P. LE PROUVE.**



# de syndicale strijd



Hoofredactie  
Brederodestraat 2, 1000 Brussel

ORGAAN VAN HET VRIJ SYNDICAAT VAN HET OPENBAAR AMBT

OPENBARE SECTOR VAN DE A.C.L.V.B.

**HET VSOA STANDPUNT  
INZAKE HET T.G.V.-DOSSIER**



# Het VSOA vult de tekorten aan in de Koninklijke Bibliotheek Albert I

**B. GOORDEN**

Van onze nationale Bibliotheek kent het grote publiek alleen maar de algemene leeszaal, het zichtbare topje van de ijsberg. In maart 1986 werden deze bezet door lezers die met de kwaliteit van de aangeboden diensten ontevreden waren. Gealarmeerd door deze stand van zaken, stuurden de voornaamste verantwoordelijken van het beheer van de openbare dienst, in dit geval de Ministers van Onderwijzen nota (A7/72/1528) aan het hoofd van de instelling op 13 mei 1986, ten einde de efficiëntie van de bovenvermelde leeszaal weer in te voeren door de naleving van de strikte uurprestaties door het personeel. Het V.S.O.A. kon niet onverschillig blijven voor de verharding der houdingen, waarbij de lezers en de personeelsleden om de beurt gegijzeld werden.

Het misverstand begrijpt men beter als men weet dat de problemen waarschijnlijk dezelfde zijn als deze die zich aan de meeste wetenschappelijke en andere eerbiedwaardige instellingen stellen. De structuur heeft zich niet aan het moderne leven aangepast, o.a. aan het niveau van de kaderuitbreiding. De academici, die als «wetenschappelijken» door het technisch personeel worden beschouwd, hebben soms hun opdracht als kaderleden uit het oog verloren, namelijk het personeel onder

hun leiding nemen om het te steunen en te motiveren. Bovendien moet men weten dat in de Koninklijke Bibliotheek Albert I in 't bijzonder het grootste deel van de boeken in een toren van 15 verdiepingen op kilometerslange rekken is verspreid en dat dat aan het einde van de jaren 70 de arbeidsvoorwaarden haast vergelijkbaar met die aan het einde van de 19de eeuw waren, wegens hun hoge ongezondheidsgraad.

Daarbij komt nog dat duizenden abonnementen op periodieken die in de loop van de laatste twintig jaren afgeschaft waren verder werden gevraagd door de lezers, vermits zij daar vóór de bestelling niets van afwisten, met het gevolg dat die agenten het grootste gedeelte van hun tijd doorbrachten met lopen in hun magazijn waar zij tevergeefs naar boeken zochten die er niet meer waren.

Als men van de toestand een boosaardige karikaturale beschrijving wou geven, zou men kunnen zeggen dat het wetenschappelijk personeel de maat sloeg terwijl het met de zweep klapte zonder te bemerken dat het schip langs alle zijden water maakte en dat de leden van het technische personeel blindelings roeiden, tegenspoed gemakkelijk opnemend met een steeds afnemende belangstelling voor hun slavenrol.

vervolg blz. 12



## Het VSOA vult de tekorten aan in de Koninklijke Bibliotheek Albert I

vervolg

Er is weliswaar heel wat veranderd sinds 10 jaar maar toch moest het V.S.O.A. tot de aanval overgaan opdat niet verder langs elkaar heen zou worden gepraat en misverstanden uit de weg zouden worden geruimd, terwijl verder zou worden gewerkt aan de verbetering van de arbeidsvoorwaarden van gans het personeel. Dit geschiedde in 1986 toen het V.S.O.A. zijn bemiddeling aanbood en stilzwijgend trachtte met de twee andere vakbonden een sociale vrede tot stand te brengen door het groene licht te vragen voor de toepassing van volkomen nieuwe oplossingen.

Het V.S.O.A. deed de beslissingsmachten «Suggesties voor een verbetering van de publieke dienst in de Koninklijke Bibliotheek Albert I» toekomen. Daar iedereen zich bereidwillig toonde, kon worden overgegaan tot de praktische fase. Met behulp van de informatica trachtte het V.S.O.A. de arbeidsvoorwaarden van gans het perso-

neel van de algemene leeszaal te verbeteren alsmede de kwaliteit van de dienst van de lezers, vooral wat de periodieken betreft, die 50 % van de aanvragen uitmaken. Daar de publieke dienst niet over voldoende personeelsleden beschikte, was er een reden te meer om ze geen onnodig werd te laten verrichten, door hun de kans te geven hun werkvermogen op het essentiële te concentreren.

Concreet heeft het V.S.O.A. het volgende verwezenlijkt;

— Een werktuig dat o.a. onder papiervorm benut kan worden in alle leeszaal van de Koninklijke Bibliotheek Albert I, en dat de collecties van meer dan 35.000 periodieken weer centraliseert (voornamelijk technisch-industriële en bio-medische), alfabetische gerangschikt, met hun localisatie in meer dan 350 Belgische bibliotheken, terwijl vroeger een twintigtal lijsten geraadpleegd moesten worden;

— topografische listings ter beschikking van het verantwoordelijke personeel op de verdiepingen en die aan de meest gevraagde titels beantwoorden;

— een systeem dat het boekbindingscircuit kan bespoedigen;

— een oplossing voor de coördinatieproblemen tussen de «intendance-diensten» en die van «eerste lijn».

Deze inbreng heeft duidelijk bijgedragen tot de verbetering van de publieke dienst sedert een jaar en stelt de Koninklijke Bibliotheek Albert I in staat haar achterstand op de andere nationale bibliotheken in te halen.

Tot zover de verwezenlijkingen van het V.S.O.A. Maar er komen nog andere bij. Enerzijds steunt het V.S.O.A. onvoorwaardelijk de gemotiveerde voorstellen van kaderuitbreiding van het administratief en technisch personeel alsmede van de vak- en dienstmannen van de Koninklijke Bibliotheek (48 essentiële functies), die op 23 september 1987 voorgelegd werden aan het basisoverlegcomité.

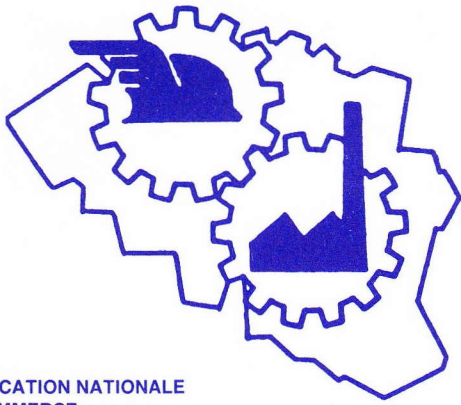
Anderzijds heeft het V.S.O.A. «SUGGESTIES» gedaan om de automatisatie van de algemene collecties van de Koninklijke Bibliotheek Albert I tot een goed einde te brengen. Concreet betekent dit een bijdrage tot de modernisatie van een publieke dienst die de voornaamste bibliotheek van het land waard is, door alles in het werk te stellen, opdat de informaties met betrekking op de honderden duizenden boeken reeds op rekken zouden worden gezet op computer. Samenvattend stelt het V.S.O.A. het volgende voor om dit te verwezenlijken: een terminal zou kunnen worden geïnstal-

leerd op elk van de 15 betrokken verdiepingen, die intussen ingericht zouden zijn; verder zouden twee arbeidskrachten kunnen worden aangeworven voor elk van die terminals, te weten 30 agenten, als aanvulling op de 48 van het bovenvermelde document, vermits het om een nieuwe taak gaat.

De nadruk zij hier erop gelegd dat de heer Antoine Duquesne, Minister van Nationale Opvoeding en beheerder met algemeen erkende bekwaamheid ons de eer heeft bewezen dit document door het V.S.O.A. opgesteld als «heel goed samengesteld» te bestempelen. Het V.S.O.A. is dus formeel en neemt er de voornaamste bibliotheek van het land als bewijs van: in de documentatiesector zouden honderden zo niet duizenden arbeidsplaatsen geschapen kunnen worden in de komende maanden en jaren. Het zou nihilistisch zijn aan te nemen at de informatica niet tot het scheppen van arbeidsplaatsen op dat gebied bijdraagt.

Het V.S.O.A. nodigt dus zijn leden uit, zich in te wijden in de informaticatechnieken (vooral het kaartsysteembeheer en de tekstverwerking) om al omgeschoold te zijn en om meer dan één pijl op zijn boog te hebben zodra op deze geschoolde arbeidskrachten beroep zal worden gedaan.





**SYNDICAT LIBRE  
DE LA FONCTION PUBLIQUE  
S.L.F.P.**

SECTEUR PUBLIC DE LA C.G.S.L.B.

Monsieur Bernard GOORDEN  
Rue Georges Rémy 32  
1080 BRUXELLES

GROUPE: EDUCATION NATIONALE  
20 RUE DU COMMERCE  
1040 BRUXELLES  
TEL. 02/513.96.29

REF. AD/rd/604

A RAPPELER DANS LA  
REPONSE

BRUXELLES, LE 29 octobre 1987

Annexe : 2.

Monsieur,

Je me permets de vous inviter à une réunion nationale,  
au sein du Comité de Secteur X, qui se tiendra le 4 novembre 1987  
à 10 h - Bureau 7110 - Cité Administrative de l'Etat.

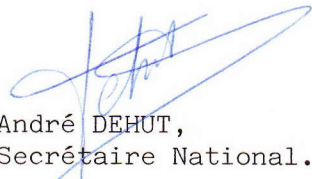
Ordre du jour :

Le problème de Statut du personnel administratif, technique et  
des gens de métier et de service des Etablissements scientifiques  
de l'Etat.

Veuillez trouver en annexe des documents relatifs à  
cette problématique.

Vous disposerez pour ce faire d'une dispense de  
service.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de  
mes sentiments distingués.

  
André DEHUT,  
Secrétaire National.

## Procès-verbal de la réunion du Comité directeur du 23 mars 1988, à 14 h. 30

### Présents

Mr J. Piret, président  
Mr. M. De Praetere, ondervoorzitter  
Mr. J.P. Demey, vice-président  
Mme L. Windels, secrétaire  
Mr. L. Noltinckx, représentant de l'enseignement provincial  
Mr. P. Guelff, représentant de l'enseignement communal  
Mr. M. Sterpin, délégué d'école  
Mme F. Bodart, déléguée d'école

### Excusé

Mr. D. Adam, délégué d'école

### Absents

Mr. G. Van der Steen, trésorier  
Mr. R. Demets, vertegenwoordiger rijksonderwijs  
Mr. B. Goorden, représentant des établissements scientifiques  
Mw. L. Kerrinx, schoolafgevaardigde

1. Présentation des membres élus le 24 février et cooptation de Mmes Bodart et Windels

2. Allocution du président qui expose ses projets:

- création d'un bulletin bilingue au contenu à la fois informatif et culturel (approuvé)
- création d'une A.S.B.L., ce qui permettrait le financement du bulletin par le biais de la publicité
- organisation de réunions autour d'un invité "de prestige"; certains membres du C.D. doutent que ce type d'organisation suffise à attirer les affiliés; on suggère l'organisation d'un débat contradictoire plus susceptible de remplir une salle.
- organisation d'une permanence mensuelle le samedi matin.

3. Problème de la multiplication des organisations dans la région bruxelloise. Le président, approuvé par le Comité, se propose de rencontrer les présidents de ces diverses organisations afin d'étudier avec eux les possibilités d'une collaboration positive dans le respect de l'autonomie de chacun. Par ailleurs, il semble indispensable de garantir à chaque membre qui s'inscrit le libre-choix de sa Régionale.

4. Monsieur Noltinckx soulève le problème de l'information qui circule très mal dans les établissements à partir des sources syndicalistes libérales et demande que des mesures soient prises afin d'améliorer cette situation.

5. Monsieur Demey suggère de créer des sessions de formation, notamment pour les candidats aux examens de promotion; le président s'informerait de ce qui se fait au niveau national et de l'utilité de compléter ce qui existe par des initiatives de la Régionale.

6. Madame Windels se propose pour organiser des sessions de formation à l'expression verbale et à la prise de parole en public.

7. Monsieur Demey suggère que la Régionale s'efforce d'être le plus présente possible au sein de diverses Commissions.

8. Pour assurer une participation plus efficace de la base, on suggère d'envisager un défraiement pour les délégués d'école.